

Question orale de Caroline Cassart, Députée, à Willy Borsus,
Vice-Président et Ministre de l'Economie, du Commerce
extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du
Numérique, de l'Aménagement du territoire,
de l'Agriculture, de l'IFAPME
et des Centres de compétences, concernant
**L'impact des effets cumulatifs
des traités internationaux sur l'agriculture**

Monsieur le Ministre,

Le MERCOSUR, qui a fait couler beaucoup d'encre depuis de nombreux mois, est revenu sur le devant de la scène suite aux propos peu élogieux de la chancelière allemande Angela Merkel sur l'accord international signé l'an dernier.

En indiquant qu'elle avait « *de sérieux doutes sur le fait que l'accord pourra être appliqué comme prévu, lorsque l'on voit la situation en Amazonie* », elle rejoint les pays sceptiques comme la France, l'Irlande, le Luxembourg et la Belgique. Dans nos séances de commission, vous nous avez régulièrement fait part de votre inquiétude face au volet agricole négocié entre l'UE et le MERCOSUR. Malgré notre attachement à la politique de libre-échange, nous ne pouvons que partager votre inquiétude quant au risque accru de retombées négatives sur notre agriculture wallonne. Il faut aussi rappeler que les parlements autrichien et néerlandais ont rejeté l'accord sous sa forme actuelle.

Cette actualité me permet de revenir vers vous concernant l'utilité d'une étude européenne sur l'impact des effets cumulatifs des traités internationaux sur l'agriculture. Cet outil pourra servir pour de prochaines négociations à venir afin de définir des lignes rouges de négociations à ne pas franchir, au risque de déstabiliser notre agriculture européenne.

Monsieur le Ministre, qu'en est-il de cette étude? La commission a-t-elle été saisie par la Belgique d'une demande de réalisation de pareille étude? Si oui, connaissons-nous sa méthodologie? Estimez-vous qu'elle pourra réellement servir de garde-fou agricole lors de prochaines négociations commerciales? Les chiffres seront-ils assez précis régionalement parlant pour que nous puissions également avoir une évaluation des effets cumulatifs sur notre agriculture wallonne?

Je vous remercie.

La réponse du Ministre :

Madame la Députée, tout d'abord, nous avons eu l'occasion, en Conseil européen Agriculture, puisque les conseils européens se succèdent, demain celui de la recherche, comme je l'indiquais il y a quelques instants, et la semaine dernière celui de l'agriculture, avec notamment la PAC à l'ordre du jour et des éléments liés à l'éventuel MERCOSUR...

Je dois vraiment vous faire part du fait que, plus le temps passe, plus je suis opposé à la conclusion de cet accord. Je l'avais déjà précédemment indiqué, avec plusieurs d'entre vous, dont Mme Laruelle, vous-même et d'autres intervenants, lors de la Foire de Libramont où vous nous aviez questionnés à ce propos. Je dois dire qu'il s'agit, à mes yeux, d'un mauvais projet d'accord concernant le volet agricole. Amener sur notre marché, le plus souvent dans des conditions de production en Amérique du Sud, au Brésil notamment, des produits qui sont déjà chez nous en difficulté, puisque ce sont des produits qui sont excédentaires ou en forte tension, singulièrement le sucre et la viande bovine notamment – j'ai aussi des questions concernant les volailles –, me semble vraiment une très mauvaise idée.

À ce stade, je n'ai lu aucune réponse qui serait de nature à nous rassurer. J'appelle à la plus grande fermeté à cet égard.

Je dois dire qu'il avait de surcroît été proposé une compensation de 1 milliard d'euros pour atténuer les

impacts pour l'agriculture européenne de cet accord néfaste, mais je dois dire que, d'une part, si l'on met 1 milliard d'euros sur la table, c'est donc bien qu'il y a des impacts, cela me paraît tellement évident, et, d'autre part, ce milliard d'euros, me semble-t-il, s'est largement volatilisé, si j'entends les commentaires récents.

Donc, j'y suis opposé. Je le suis également pour des considérations environnementales, ce que je lis notamment de la politique de déforestation d'un certain nombre de choix environnementaux et d'autres natures au Brésil, ne me rassurent absolument pas.

Je lance, au départ de notre Parlement, aujourd'hui, un appel très solennel pour qu'à la fois toutes celles et tous ceux qui sont attachés au mode agricole, qui partagent les préoccupations environnementales, climatiques, et d'autres aussi, attachés à un certain nombre de valeurs, fassent front ensemble de manière à ce que cet accord ne soit pas signé, qu'il soit abandonné, pour être très clair.

En ce qui concerne l'étude effectivement, dès 2016, une première étude a été publiée à l'initiative du Joint Research Centre, intitulée « L'impact économique cumulé des futurs accords commerciaux sur l'agriculture européenne ». Depuis, tant dans la filière de l'agriculture que du commerce, divers États membres, dont la Belgique, ont sollicité à diverses reprises une étude actualisée. Force est de reconnaître qu'il a fallu beaucoup de temps pour avoir une réponse à cette requête. Cela ne me rassure pas concernant le solde du processus, vous l'imaginez bien, puisque c'est finalement en 2019 que nous avons eu l'annonce de l'actualisation de cette étude. À ce jour, nous n'avons toujours pas d'autre renseignement concernant une date de publication de la part de la Commission européenne.

Je tiens ici de multiples considérations concernant la modélisation, les différents éléments de calcul, l'addition, les prévisions, et cetera. Je ne veux pas d'une étude qui plaide la cause, je veux une étude objective qui mesure concrètement les avantages et les inconvénients. En toute hypothèse, ceci ne vaudra que pour d'autres accords commerciaux éventuels. Concernant le MERCOSUR, ma conviction est faite.